



**Global Water
Partnership**
Central Africa

2

0

1

9

GWP-CAf en action

Rapport d'Activités

LES PARTENAIRES
DU RESEAU
**GLOBAL
WATER
PARTNERSHIP**
CENTRAL AFRICA
(GWP-CAf)



SOMMAIRE

A PROPOS DU GWP-CAf.....	4
LES PARTENAIRES DU RESEAU GLOBAL WATER PARTNERSHIP CENTRAL AFRICA (GWP-CAf).....	5
ACRONYMES, ABREVIATION ET SIGLES.....	6
MESSAGE DE LA PRESIDENTE.....	7
Objectif 1 : Renforcer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.....	9
Objectif 2 : Partager les connaissances sur l'eau.....	17
Objectif 3 : Renforcer les partenariats.....	23
Engagement de la Jeunesse.....	27
PORTRAIT.....	31
RAPPORT FINANCIER 2019.....	34
Remerciements.....	35

A PROPOS DU GWP-CAf

Le Partenariat mondial de l'Eau (GWP) est un réseau d'action multipartite, à but non lucratif créé en 1996, qui a pour vocation de travailler avec les parties prenantes pour une gestion équitable, durable et efficiente des ressources en eau. Nous comptons plus de 3 000 organisations partenaires dans plus de 180 pays. Notre réseau, de plus 85 Partenariats nationaux de l'eau et 13 partenariats régionaux de l'eau, mobilise et facilite l'action coordonnée des acteurs étatiques et non étatiques. Défenseur de longue date de la gestion intégrée des ressources en eau, nous apprenons de l'expérience de mise en œuvre des interventions au niveau local que nous apportons à notre Réseau et aux agendas de développement à différents niveaux.

Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAf), l'un des treize Partenariats Régionaux de l'Eau, a démarré ses activités en Afrique centrale en 2004 comme Comité Technique Afrique Centrale (GWP-CAfTAC). En 2008, le Partenariat Régional pour l'Eau de l'Afrique Centrale, GWP-CAf, a été formellement constitué.

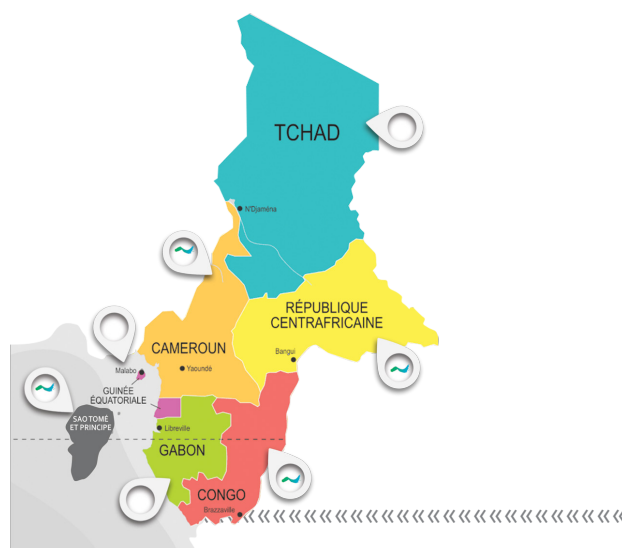
A ce jour, le GWP-CAf sur un potentiel de sept (7) pays, a contribué à la création de cinq (05) Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) dans cinq pays de la sous-région : le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Le réseau du GWP en Afrique Centrale est composé de 252 partenaires tant publics que privés issus de six pays d'Afrique Centrale.

GWP CAf est une organisation non gouvernementale, apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif, ouverte à toutes les institutions, organisations, associations et tous les centres de recherche, qui reconnaissent et promeuvent les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en Afrique Centrale.

Dans sa vision pour la stratégie 2014-2019, qui est celle d'une « **Afrique Centrale où la sécurité**

en eau est assurée », le GWP-CAf s'est donné pour mission de « **soutenir le développement durable à travers la promotion et la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique centrale** ».

LES PARTENAIRES DU RESEAU GLOBAL WATER PARTNERSHIP CENTRAL AFRICA (GWP-CAf)



Pays	PNE/ Institutions	Partenaires
Cameroun	PNE	127
Centrafrique	PNE	29
Congo	PNE	60
Sao Tomé -et-Principe	PNE	21
Tchad	PNE	11
Gabon		4
Partenaires stratégiques	CEEAC	
	CBLT	
	CICOS	
Total		252

QUI EST QUI DANS LE RESEAU DU GWP-CAf DE 2019

L'Assemblée Générale élit le président du GWP-CAf pour un mandat de deux ans renouvelables une seule fois. Elle désigne aussi les membres du Comité de Pilotage ainsi que le Président du Comité Scientifique et Technique sur proposition du président du GWP-CAf.

Les Membres du Comité de Pilotage du GWP-CAf



Ligia Cristina Soares de BARROS
Présidente GWP-CAf



Mana BOUBAKARI
Représentant des
Organismes des bassins
transfrontalier (CBLT)



Désiré NDEMAZAGOA
Représentant de la CEEAC



Eugène IKOUNGA
Président du Comité
Scientifique et Technique
(CST)



Mamadou OUSMAN
Président GWP
Cameroun



Valdemira TAVARES
Présidente PNA
Sao Tomé et Principe



Hervé Didas AMBOULOU
Président PNE Congo



Djamal Abdel-Nassir CHERIF
Président PNE Tchad



Prosper Rodrigue YAKENDE
Président PNE RCA



Julienne ROUX
Représentant du GWPO



Emery Mandilou KIPOUPA
Représentant des Orga-
nismes la société civile



Michèle Okala NKEN
Représentant de la
jeunesse



Sow OUAKARA Justine
Représentant de l'institu-
tion ayant reçu délégation
de service

Secretariat Exécutive du GWP CAf

Le SE est abrité par le Cameroun, avec siège à Yaoundé, et est constitué d'une équipe de trois cadres permanents. Le personnel du Secrétariat régional est recruté sur l'avis du Comité de Pilotage, lequel propose les termes de référence. Il s'agit du :

Secrétaire Exécutif : Hycinth BANSEKA

Chargée de Communication / Gestion des Connaissances : Winnie KITIO TEKOB

Responsable Administrative et Financière : Josiane Victorine KOME

ACRONYMES, ABREVIATION ET SIGLES

BAD	Banque Africaine de Développement
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEE-ONU	Commission Economique pour l'Europe des Nations unies
CICOS	Commission Internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha
CST	Comité Scientifique et Technique
DDC	Direction du Développement et de la Coopération
DGH	Directeur Général de l'Hydraulique
FAE	Facilité Africaine de l'Eau
FEM	Fond Environnement Mondial
FVC	Fond Vert pour le Climat
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GWP-CAf	Global Water Partnership Afrique Centrale
GWPO	Global Water Partnership Organisation
MAAIS	Amélioration de l'approvisionnement en eau, des infrastructures et de la sensibilisation
MATE	Ministère Portugais de l'Environnement et de la Transition Energétique
MINEE	Ministère de l'Eau et l'Energie
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
OBT	Organisme de Bassin Transfrontalier
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PARGIRE	Plan d'Action Régional de Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PNE	Partenariat National de l'Eau
PNEA	Politique Nationale de l'Eau et d'Assainissement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RECOJAC	Réseau Eau et Climat des Organisations de Jeunes d'Afrique Centrale
SILUSBA	Symposium Scientifique de l'hydraulique et des Ressources en Eau des pays en langue portugaise
SMHN	Service Météorologique et Hydrologique National
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
WACDEP	Programme Eau, Climat et Développement
WWF	Fonds Mondial pour la Nature



Ligia Cristina Soares de BARROS

Présidente GWP-CAf

Chers partenaires, chers amis,

Il y a quatre ans, l'Assemblée Générale du GWP-CAf s'est réunie et m'a désigné présidente du GWP-CAf pour poursuivre les actions de mise en œuvre de la mission de notre organisation. Après deux mandats dans cette fonction, et conformément à notre statut, il est temps de passer le pouvoir au nouveau président élu, M. Sylvain GUEBANDA, que je félicite et accueille dans sa nouvelle fonction. C'est une fonction volontaire, exigeante, qui demande du dévouement au travail, de la disponibilité et du leadership. Je suis contente qu'il connaisse bien ces facteurs, ayant déjà occupé la position de Président du PNE RCA.

Chers partenaires,

Ma carrière au sein de cette organisation va de membre fondateur, à présidente nationale, et présidente régionale. J'ai eu l'occasion de travailler avec de très bons personnes et arrivée à ce niveau grâce à leur confiance et à la vôtre. J'exprime à chacun de vous a profonde gratitude.

Durant mon mandat, nous avons eu des réussites dans la mise en œuvre de notre stratégie 2014 – 2019, à savoir, entre autre :

- Le renforcement institutionnel du réseau GWP-CAf : création d'un nouveau PNE au Tchad, et l'accréditation de deux (2) PNEs (Sao Tome et RCA) ; la formalisation du recrutement des secrétaires exécutifs des 4 PNEs, la revue et mise en application des statuts et règlements intérieurs du GWP-CAf et des PNEs, la mise en place d'un système de gestion financière autonome dans un PNE (Sao Tome) en collaboration avec le GWPO ;
- La formalisation de notre collaboration avec deux partenaires régionaux clés, la CEEAC et la CBLT à travers dès la signature des protocoles d'accord, et avec le Ministère en charge de l'eau de la République Démocratique de Sao Tome et Principé à travers un Mémoire d'Entente ;
- L'appui a la mise en place et au renforcement du Réseau Eau et Climat des Organisations des Jeunes en Afrique Centrale (RECOJAC) pour assurer l'engagement des jeunes dans la mise en valeur et la gestion des ressources en eau.

Malgré ceci, nous avons rencontré des défis et difficultés parmi lesquelles :

- Faible capacité institutionnelle qui se traduit par des ressources humaines limitées, affectant notre capacité de mobilisation des ressources et d'exécution des projets de manière efficace et efficiente ; Toutefois, des progrès ont été réalisés, puisque

certains PNE ont pu mobiliser des fonds au niveau local pendant cette période.

- Incapacité du GWP CAf à couvrir tous les Etats membres de la CEEAC (seulement 7 sur 11 sont couverts), et l'absence d'une collaboration avec le GWP Afrique Orientale et le GWP Afrique Australe qui couvre les quatre autres pays membres de la CEEAC.
- Les attentes de contributions volontaires des connaissances et de temps par les partenaires qui n'ont pas été satisfaites tout le temps.

Le rapport financier de nos deux mandats de 2016 à 2019 montre que nous avons eu des allocations budgétaires du GWPO d'un montant total de 1 264 493 €, et nous avons mobilisé 330 974 € au niveau local, dont 26% du budget alloué par le GWPO. En termes de dépenses, nous avons eu un taux moyen de 96% pendant toute la période. A ceci il faut ajouter les co-financements mobilisés auprès des partenaires pour les activités conjointes. Nous laissons le GWP-CAf avec quatre rapports d'audit financier essentiellement sans observations importantes.

Nous avons donné le meilleur de nous-même, malgré les obstacles cités ci-dessus et grâce au travail avec l'équipe qui nous entoure. Mes sincères remerciements à tous, surtout les Membres du GWP-CAfTAC, les collègues du Comité de Pilotage du GWP-CAf, l'équipe du Secrétariat Exécutif du GWP-CAf, les membres du Comité Scientifique Technique (CST), l'équipe du PNA STP, les Partenaires Techniques et les Institutions Hôtes (UICN et WWF) ainsi que les institutions sous régionales mandatées (CEEAC, CICOS, CBLT).

Votre nouveau Président, M. GUEBANDA Sylvain, est un expert expérimenté du secteur de l'eau en Afrique Centrale, avec des relations et « carnet d'adresse » nécessaire pour mener de manière effective et efficace cette fonction. Je suis confiant qu'avec votre collaboration, le GWP CAf va devenir atteindre, voire dépasser les objectifs consignés dans la stratégie 2025 du GWP. Merci à tous pour votre collaboration.



LES OBJECTIFS STRATEGIQUES

Le GWP-CAf a, lors du lancement de sa stratégie régionale 2014-2019, identifié trois principaux objectifs stratégiques qui lui permettront, ainsi qu'aux Etats d'Afrique centrale de faire avancer la gouvernance et la gestion des ressources en eau aux fins de réaliser sa vision qu'est celle d'une « **Afrique centrale où la sécurité en eau est assurée** ». Ces trois objectifs sont interdépendants. Il s'agit de : « **renforcer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques** », « **Partager les connaissances sur l'eau** » et « **renforcer les partenariats** ». L'ensemble de ces trois objectifs créent un environnement propice pour une approche intégrée qui a guidé toutes les activités réalisées à différents niveaux: local, national et régional. En les mettant tous en œuvre, le GWP-CAf a influencé les politiques de l'eau et le développement durable au niveau pays. En plus de ces objectifs stratégiques, le GWP-CAf a aussi développé les projets relatifs aux problématiques de genre et de la jeunesse afin d'assurer une participation effective et de qualité des femmes et des jeunes en vue d'une coopération inclusive et intergénérationnelle.

Les Objectifs Stratégiques du GWP-CAf :

Objectif 1 :

Renforcer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques

Objectif 2 :

Partager les connaissances sur l'eau

Objectif 3 :

Renforcer les partenariats

Objectif 1 :

Renforcer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques

A travers cet objectif, le GWP-CAf vise à faciliter l'amélioration des politiques et de pratiques, en faisant progresser une gouvernance efficace et efficiente des ressources en eau, fondée sur les principes de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

Le GWP-CAf et la CEEAC appuient le processus d'élaboration de la Politique Nationale de l'Eau en RCA, au Congo et au Cameroun

Dans le cadre de la mise en œuvre du Mémoire d'Entente établi avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) en 2017, le GWP CAf a financé une mission de travail du Coordonnateur de l'Unité de Démarrage du Centre Régional de coordination des Ressources en Eau de l'Afrique Centrale (UD/CRGRE), Monsieur Désiré Armand NDEMAZAGOA BACKOTTA, en République Centrafricaine en Aout 2019. L'objectif principal de la mission était d'appuyer et de suivre la mise en œuvre de la feuille de route pour la révision de la Politique et Stratégie Nationale de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (PSNEHA) du pays. Cette feuille de route a été validée au cours d'une mission de travail conjoint GWP CAf/CEEAC à Bangui du 17 au 21 Décembre 2018. Ladite mission avait travaillé avec les experts du Ministère de l'eau et UNICEF pour élaborer et valider cette feuille de route d'élaboration de la PSNEHA en présence du Ministre de développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et de la Représentante Résidente de UNICEF en RCA.

Aussi, La mission de la CEEAC du 18 au 24 Aout 2019 à Bangui, a permis constater des avancées dans la mise en œuvre de la feuille de route malgré un retard sur le calendrier. Le consultant recruté pour accompagner le processus a déjà produit le rapport diagnostique du secteur de l'eau et de l'assainissement qui a été examiné et validé pendant ladite mission.



Ensuite, au vu de l'état d'avancement constaté, le chronogramme du processus d'élaboration de la politique et stratégies nationales en matière d'eau et d'assainissement en RCA a été actualisé. Ensuite, au vu de l'état d'avancement constater, le chronogramme du processus d'élaboration de la politique et stratégies nationale en matière d'eau et d'assainissement en RCA a été actualiser.

Aussi, cette mission a permis au Coordonnateur de travailler avec des acteurs clé en RCA sur le processus d'élaboration de deux projets en cour de développement par la CEEAC avec l'appui du GWP CAF. Le premier est le projet sur le NEXUS Energie-Eau-Alimentation avec le projet de construction du barrage de PALAMBO dont l'objectif est de produire et assurer une fourniture en énergie électrique régulière et suffisante pour la ville de Bangui et ses environs et de soutenir les débits d'étiage pendant la période des basses eaux afin d'assurer la navigation continu sur le fleuve Oubangui. Le deuxième est le projet de « ***l'élaboration de la stratégie Regional pour la gestion durable des Services Météorologique et Hydrologique National (SMHN) en Afrique Centrale*** ».

Le PNE République Centrafricaine (PNE-RCA) a tenu un atelier en vue de développer des projets pour le Fonds Vert pour le Climat (FVC)

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan de Travail annuel 2018, et spécifiquement du programme Eau, Climat et Développement (WAC-DEP) en République Centrafricaine, le PNE-RCA a facilité la participation du Directeur Général de l'Hydraulique du Ministère du Développement, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques à l'atelier technique régional de préparation des projets d'eau résiliente au climat en Afrique pour le Fonds Vert pour le Climat (FVC), tenu du 19 au 21 Septembre 2018. Pour opérationnaliser les acquis de cet atelier, le Ministère du Développement de l'Energie et des Ressources Hydrauliques et le PNE RCA, en Novembre 2018, se sont engagés dans le processus d'élaboration de deux notes conceptuelles des projets de résilience dans le secteur de l'eau pour le FVC avec le recrutement en janvier 2019 d'un consultant. Ces deux projets sont en conformité avec les idées de projets prioritaires identifiés dans le programme pays pour le FVC.

Pendant trois mois, le consultant recruté pour accompagner le processus a travaillé et échangé avec les partenaires clés et la Coordination Nationale du Climat pour identifier et produire deux notes conceptuelles sur les thématiques suivantes :

1. Sécurité en Eau et Résilience Climatique à Bangui et ses localités environnantes
2. Prévention des risques et catastrophes climatiques

Ces deux notes conceptuelles ont été présentées aux parties prenantes en atelier le 13 mars 2019 à Bangui. L'atelier a regroupé une vingtaine de participants représentant les institutions rencontrées par le consultant lors de la phase d'élaboration des projets de notes conceptuelles. On note parmi les institutions présentes, les deux porteurs des projets (WWF Centrafrique et le PNUD RCA), le Ministère en charge de l'Environnement et la Coordination Nationale Climat.

Le travail de la journée a été structuré autour de deux présentations et des échanges en plénière. Les deux notes conceptuelles ont été présentées, et ont successivement été examinées page par page, pour parvenir à des échanges concernant le fond et la forme des documents. Ceci a été l'occasion pour les participants de formuler des propositions concrètes afin de contribuer à l'amélioration de ces notes conceptuelles de projets, en vue d'une validation. Pour la première note conceptuelle, les points de discussion ont entre autres portés sur la formulation du titre du programme, les structures d'exécution, les zones d'intervention du programme, l'actualisation des données afin d'améliorer le contexte, etc. La deuxième note a été considérée comme bien élaborée, avec une recommandation d'assurer une bonne coordination au niveau institutionnel afin d'éviter des chevauchements et de créer un centre national de traitement et de vulgarisation des données.

A l'issue des travaux, les deux notes conceptuelles ont été validées avec amendements. Ces

derniers seront ajoutés aux documents et soumis aux deux groupes de travail constitués, selon les sujets abordés dans les notes conceptuelles, afin d'appuyer le consultant dans l'amélioration et la finalisation du travail. Le consultant doit rendre l'ensemble des documents amendés au plus tard le 31 mars 2019.

Le Président du PNE-RCA a clôturé l'atelier en remerciant tous les participants et a renouvelé sa reconnaissance à l'endroit du GWP-CAf pour son appui multiforme.

Le GWP-CAf participe activement aux consultations des parties prenantes pour la création d'un nouvel organisme de bassin en République du Congo et au Cameroun.

Depuis 2017, le GWP-CAf travaille avec et soutient la CEEAC et la Banque Africaine de Développement (BAD) dans la conception et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Création d'un Organisme de Bassin Transfrontalier (pour les fleuves Ogooué-Ntem-Nyanga-Komo) et la préparation des Programmes d'Investissement (PACOBTP-PPI). Financé par la BAD par l'intermédiaire de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), ce projet est mis en œuvre par l'Unité de Coordination de l'eau du Secrétariat Général de la CEEAC.





En décembre 2018, le GWP-CAf a participé activement et apporté un soutien technique lors de l'atelier de lancement du projet et à l'atelier de formation et de consultation sur la GIRE organisés à Malabo en Guinée Equatoriale pour les quatre pays impliqués à savoir le Cameroun, le Gabon, le Congo, et la Guinée Equatoriale (*il est important de noter que les Partenariats Nationaux de l'Eau du Cameroun et du Congo sont membres des Structures nationales de coordination de ce projet*).

En mai 2019, à l'invitation des Présidents des « Structures Focales Nationales » du Cameroun et du Congo, le GWP-CAf a participé à l'atelier national des parties prenantes pour présenter et discuter le rapport diagnostic multisectoriel à Brazzaville au Congo du 23 - 24 mai et Yaoundé au Cameroun du 27 - 28 mai. En tant que partenaire stratégique de la CEEAC, le GWP-CAf était également présent pour fournir un appui technique à l'Unité de coordination de l'eau de la CEEAC qui était responsable de l'atelier.

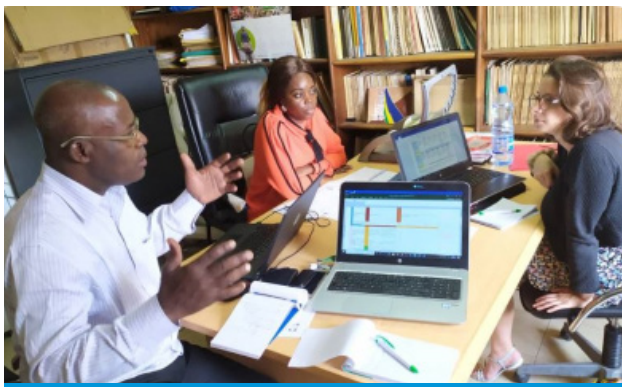
Les participants étaient composés de membres du gouvernement, d'organismes de recherche et de communautés locales, etc. Les principales discussions ont porté sur les questions techniques, juridiques et institutionnelles de la GIRE pour chaque pays, utiles pour guider le choix du mandat de l'organisme de bassin transfrontalier (OBT). Au Cameroun, les participants ont convenu de l'importance pour l'OBT d'avoir des capacités et moyens d'améliorer le suivi hydrologique et renforcer

les services hydrologiques nationaux dans les Etats et d'améliorer la mise en œuvre de la GIRE au niveau transfrontalier. Ils ont proposé de mettre en place un mandat consultatif au niveau ministériel, avec la création d'un Conseil des Ministres, d'un Conseil Technique et d'un Secrétariat Technique, comprenant une structure focale nationale composée de représentants du bassin. Les défis que l'OBT devra relever concerneront l'harmonisation des cadres législatifs pour la gestion de l'eau et l'intégration de l'équité et de la représentation entre les différents Etats membres.

Le GWP-CAf et la CEEAC évaluent la mise en œuvre de l'ODD 6.5.1 en Afrique centrale

Pour assurer le progrès de la GIRE en Afrique Centrale, le GWP-CAf soutient les Etats depuis 2018 dans le suivi de l'indicateur 6.5.1 de l'Objectif de Développement Durable (ODD) et fournit un appui supplémentaire pour identifier les obstacles entravant et les activités clés requises pour accélérer la mise en œuvre de la GIRE à court, moyen, et long termes en Afrique centrale.





Le GWP-CAf a réalisé une analyse des rapports et du processus de suivi de l'ODD 6.5.1 conduite en 2017 dans cinq pays. Les experts et partenaires des Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) du GWP-CAf ont été mobilisés avec les points focaux de l'ODD 6.5.1 dans leurs pays, pour identifier les obstacles possibles au suivi de cet indicateur et proposer des perspectives pour l'amélioration des scores qui sont servi à établir des bases d'un « Plan de mise en œuvre de la GIRE » dans trois pays.

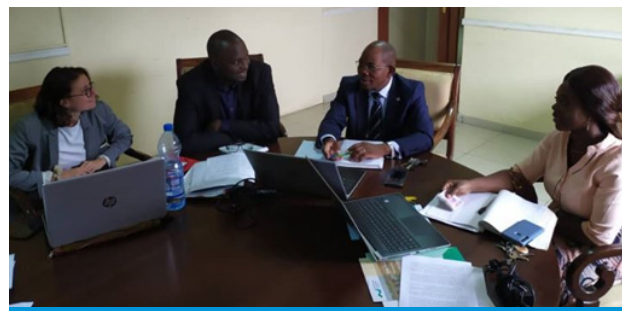
Pour approfondir ce travail d'analyse, le GWP-CAf a effectué une mission de travail auprès du SG de la CEEAC du 5 au 9 août 2019, avec pour objectif d'obtenir une perspective régionale sur l'état de la mise en œuvre de la GIRE en Afrique centrale, ainsi qu'étudier l'évolution de l'ODD 6.5.1 en République du Gabon. L'équipe du GWP-CAf, composée du Coordinateur Régional et d'un stagiaire technique, a rencontré et interviewé le Chef du Département Eau et Energie de la CEEAC, le Coordinateur Adjoint du Projet d'Appui à la Création de l'Organisation de Bassin Transfrontalier et à la Préparation des Projets d'Investissement (PACOBTPPI), le Directeur Général de l'Hydraulique du et trois experts de la Direction Générale de l'Hydrauliques du Ministère des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques du Gabon.

En ce qui concerne le Gabon, l'équipe du GWP-CAf a eu l'occasion de recueillir des informations sur la méthodologie utilisée et d'examiner les réponses fournies dans le rapport de 2017 sur le suivi de l'indicateur 6.5.1 des ODD, et de discuter sur la base des engagements actuels des projections potentielles concernant le degré d'application de la GIRE d'ici 2021. Le score

de 2017 estimé à 14% sur le degré de mise en œuvre de la GIRE dans le pays s'est avéré erroné en raison d'une mauvaise compréhension du questionnaire, et devrait potentiellement être de 21%. D'autres discussions ont abouti à un accord selon lequel un objectif réaliste pour 2021 devrait être de 41 % sur la base des engagements actuels concernant les processus de gestion des ressources en eau.

Certains problèmes clés liés au suivi de l'ODD 6.5.1 dans le pays ont été identifiés :

- Mauvaise compréhension du questionnaire, notamment en ce qui concerne les différentes échelles spatiales considérées (infranationales, etc.) ;
- Difficulté d'accès aux données et à l'information en raison de la dispersion des sources et de la forme hautement analogique des données et informations existantes ;
- Ressources financières insuffisantes qui n'ont pas permis l'organisation d'un atelier multipartite réunissant toutes les parties prenantes pour se mettre d'accord sur les scores et les justifications données.



Les représentants du GWP-CAf, de la CEEAC et du Ministère des ressources en eau du Gabon sont convenus que le pays a besoin d'un appui extérieur (technique et financier) pour améliorer le suivi de l'indicateur 6.5.1 et ont recommandé que le GWP-CAf accompagne le point focal dans l'élaboration d'une note conceptuelle qui pourrait servir à mobiliser des fonds du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP) et autres donateurs potentiels.

Le PNE Sao Tomé soutient la mise en œuvre de l'approche CLTS (Assainissement total géré par la communauté) pour l'amélioration des conditions WASH dans le pays.



Afin d'améliorer les conditions WASH à Sao Tomé-et-Principe, la Direction de la conservation de l'assainissement et de la qualité environnementale de la **Direction Générale de l'Environnement (DCSQA-DGA)**, avec le soutien de l'**UNICEF** et du **Partenariat National pour l'Eau, Sao Tomé (PNA-STP)**, a mis en œuvre l'approche d'assainissement total gérée par la communauté dans les Plancas I et II du district de Lobata, à San Carlos et San Nicolau du district de Mezóchi, tous à Sao Tomé.

Avec une augmentation de la population au fil des ans, les infrastructures sanitaires limitées et l'accès restreint à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène sont une préoccupation majeure à Sao Tomé. Cette situation remet en question l'engagement du pays par rapport à l'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement **«pour accéder à un assainissement et une hygiène appropriés**

et équitables pour tous d'ici 2030». Ces installations sanitaires limitées dans le pays ont conduit à une augmentation remarquable de la défécation en plein air qui contamine les ressources en eau, entraînant une augmentation des maladies liées à l'eau comme le choléra, la diarrhée, l'augmentation de la mortalité infantile, la réduction des services WASH pour les femmes et les filles, mettant Sao Tomé **«dans un état critique avec l'indicateur 6 de l'ODD»** d'après l'UNICEF. Face à cette situation, les autorités nationales se sont engagées à résoudre le problème de la défécation en plein air qui a eu des répercussions importantes sur le domaine socio-économique du pays.

Le programme **d'assainissement total dirigé par la communauté** vise à mettre fin à la pratique de la défécation en plein air dans les communautés, par des actions de sensibilisation afin que les



membres de la communauté puissent par leurs propres moyens construire des latrines ou des toilettes à faible coût, améliorant ainsi les conditions d'assainissement de la communauté, tout en assurant un changement de mentalité et de comportement des personnes.

Ce programme a pour objectif principal de contribuer à une nouvelle approche du problème de l'assainissement et de la santé au sein des communautés qui le mettent en œuvre. Les autres objectifs sont les suivants :

- Mobiliser les membres de la communauté pour qu'ils se joignent au projet
- Promouvoir un changement dans le comportement sanitaire des communautés et favoriser l'hygiène et l'assainissement à Sao Tomé ;
- Créer des Comités d'assainissement communautaires (CAC) pour assurer la participation des communautés aux étapes de mise en œuvre et de suivi de l'approche CTLS
- Apporter un soutien technique aux communautés dans la construction de leurs propres toilettes afin qu'elles puissent obtenir un certificat de «Défécation à l'air libre» (ODF) dans un avenir proche.



Pour atteindre ces objectifs, la première phase du projet, appelée «Préchauffage», a été menée en , au cours de laquelle une équipe de travail a été constituée et une réunion de coordination a été organisée pour définir la méthodologie et la stratégie de mise en œuvre. Des représentants et des dirigeants communautaires ont été élus par les communautés pour former les Comités d'assainissement communautaires (CSC) afin de diagnostiquer la situation sanitaire actuelle dans les communautés. Ces groupes de CSC, composés de cinq membres chacun, ont été formés à l'exécution du programme et à d'autres modalités pour assurer l'efficacité de la mise en œuvre des CTLS.

L'implication et l'engagement des communautés sont importants pour l'approche CTLS et pour y parvenir, une campagne de sensibilisation de porte à porte a été menée pour recueillir des informations sur les conditions sociales, culturelles et physiques des habitants afin de fournir des solutions adaptées à chaque communauté.

Les données recueillies montrent que dans l'ensemble, les installations sanitaires disponibles dans les villes de Plancas I et II, San Carlos et San Nicolau ont été pour la plupart construites/offertes par des ONG et ne sont pas suffisantes pour la population. De plus, les pénuries d'eau ont entraîné l'abandon de certaines infrastructures, ce qui limite encore

davantage l'accès et augmente la défécation en plein air, bien qu'elle ne soit pas aussi importante dans certaines communautés que dans d'autres. A Plancas I, par exemple, la seule école maternelle ne dispose pas de toilettes et, contrairement aux principes d'hygiène de base du système éducatif, les élèves utilisent le fond de leur salle de classe comme toilettes.

La deuxième phase, **«l'éveil des consciences»**, a consisté en une analyse participative de l'assainissement local, afin d'éduquer les populations au problème de la défécation en plein air et de réduire les conséquences sur la santé et les revenus économiques des familles. Cette phase s'est caractérisée par un discours de sensibilisation dans chaque communauté, qui comprenait l'exercice de cartographie, la marche de la honte, le lavage des mains, les voies de contamination, etc.



L'équipe technique a adopté plusieurs techniques comme méthodologie de travail dans la «phase d'éveil» des activités de sensibilisation, avec certains matériels de communication et d'information, pour améliorer la compréhension du programme CLTS par les communautés et de promouvoir les meilleures conditions d'assainissement dans les communautés. Ceci a été fait conformément aux critères et aux procédures méthodologiques définis dans le Guide

de mise en œuvre du programme CLTS, qui a été préalablement mis à disposition par le coordinateur du programme, ainsi qu'aux directives techniques résultant de la formation de renforcement des capacités réalisée.

La phase finale de l'approche CLTS comprend la démonstration de la construction de latrines afin que les communautés puissent construire leurs propres toilettes. Les membres du comité d'assainissement communautaire (CSC) ont également été formés pour assurer le suivi et la maintenance des infrastructures l'Eau, assainissement et hygiène (WASH) au sein de la communauté.

Indépendamment des actions entreprises dans le cadre du Programme d'assainissement total dirigé par la communauté (CLTS), compte tenu de certaines spécificités techniques des infrastructures sanitaires préexistantes dans les communautés, l'intervention des ONG opérant dans les communautés était nécessaire. Avec le soutien financier de l'UNICEF, sous la coordination de la Direction de la Conservation, de l'Assainissement et de la Qualité Environnementale, il y a eu une réhabilitation des toilettes collectives et une remise à neuf des latrines construites dans les communautés de San Nicolau et San Carlos lors du programme.

Un rapport final des activités menées dans les communautés Plancas I et Plancas II du district de Lobata et de San Carlos et San Nicolau du district de Mé-Zochi a été soumis à la Direction



de la Conservation, de l'Assainissement et de la Qualité Environnementale (DCSQA) en février 2019, en attente de confirmation.

Progrès réalisés dans l'élaboration de la stratégie hydrométéorologique pour l'Afrique centrale

Lancer en 2014 dans le cadre de la mise en œuvre du programme Eau, climat et développement, ce processus a donné lieu à l'élaboration de sept rapports sur l'état des services hydrométéorologiques nationaux et d'un rapport de synthèse régional. Depuis 2016, le GWP-CAf et la CEEAC s'emploient à mobiliser des ressources financières pour finaliser le processus d'élaboration de la stratégie régionale pour la gestion durable des Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (SMHN), et ont élaboré un concept de projet estimé à 500 000 dollars.

Suite à ces efforts, en 2019, le programme de Réduction des Risques de Catastrophes de la Banque mondiale pour l'Afrique a accepté de financer des activités menant à l'élaboration et à l'approbation de la stratégie régionale pour la gestion durable des SMHN, entre autres.

Le processus de mobilisation du consultant pour mener à bien cette mission est en cours et la CEEAC progresse avec la mise en place d'un groupe de travail pour l'élaboration de la stratégie régionale Hydromet Afrique centrale.

Objectif 2 :

Partager les connaissances sur l'eau

Cet objectif est le moyen pour le GWP-CAf de produire et communiquer le savoir en appuyant et développant la capacité des partenaires à produire, partager et/ou communiquer un savoir pour faire progresser la gestion et la gouvernance durable des ressources en eau.

Elaboration de la Stratégie 2020-2025 du GWP : le GWP-CAf s'engage

Le GWP-CAf a procédé au lancement de la **stratégie 2020-2025 du GWP** lors de sa 6^{ème} Assemblée Générale à Douala au Cameroun.

C'est un sentiment d'approbation de la vision et des ambitions de la nouvelle stratégie du GWP que les membres de l'Assemblée Générale affichaient lors de ce lancement, tenu le 1^{er} novembre 2019. En effet, les partenaires de l'Afrique centrale ont contribué aux consultations qui ont permis l'élaboration de cette stratégie intitulée « **Mobilising for a Water Secure World** ». Ce lancement coïncide avec la validation et l'adoption par l'Assemblée Générale, du Programme de Travail Triennal (2020-2022) du GWP-CAf, dont les grandes lignes épousent la stratégie 2020-2025 du GWP.



Se mobiliser pour une Afrique centrale où tous les besoins en eau sont satisfaits

Pour le GWP-CAf, cette nouvelle stratégie est une opportunité pour mieux adresser les questions de l'Eau en Afrique Centrale, en impliquant plus d'acteurs et de secteurs, notamment le secteur privé. Elle marque surtout l'urgence d'agir dans le secteur de l'eau avec innovation, ouverture, car « les crises de l'eau nécessitent une attention accrue et une action coordonnée pour un changement systémique ». Aussi, pour sa mise en œuvre efficace et efficient en Afrique centrale, le GWP-CAf compte s'appuyer sur son réseau régional pour mobiliser davantage d'acteurs, afin de créer une dynamique en faveur d'une action coordonnée.

A propos de la stratégie

La stratégie 2020-2025 du GWP préconise l'agilité et l'urgence. Son objectif est d'orienter la manière dont le Réseau concentrera son travail entre 2020 et 2025. Parce que nous sommes un réseau, la Stratégie fonctionne à différents niveaux. Elle donne une orientation aux Partenariats nationaux et régionaux pour l'eau - en soulignant les priorités thématiques cohérentes et en codifiant l'approche distincte du GWP pour apporter le changement tout en permettant l'autonomie et l'innovation.

La stratégie offre également des perspectives au réseau, en exposant les éléments suivants des domaines d'action et d'impact à poursuivre collectivement. Enfin, la Stratégie clarifie les rôles de ceux qui soutiennent le Réseau - l'Organisation du GWP et ses organes de gouvernance - pour faciliter la mise en œuvre de la Stratégie et en être tenus responsables.

Le GWP Cameroun évalue les impacts de la fluorose sur le genre dans la région de Méri au Cameroun

Les principes directeurs de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ont été adoptés par des experts du monde entier à Dublin en janvier 1992 et approuvés par les chefs d'Etat et de gouvernement à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en juin 1992. Le troisième de

ces quatre principes directeurs stipule que : *« Les femmes jouent un rôle central dans la fourniture, la gestion et la sauvegarde de l'eau ». Avec l'adoption des Objectifs de Développement Durable, le GWP a fait progresser les questions de genre sur la base de sa stratégie genre et, plus récemment, de son « Pièce d'Action sur le Genre » à travers laquelle il joue un rôle crucial dans la promotion des questions de genre dans la gestion des ressources en eau en soutenant les acteurs du secteur de l'eau dans leurs efforts pour appliquer une gestion plus équitable et durable des ressources en eau.*



Ainsi, en conformité avec la stratégie genre du GWP et par souci d'intégrer l'aspect genre dans la réalisation de ses activités, le GWP Cameroun a mené une étude **sur l'évaluation des impacts de la fluorose sur le genre dans l'Arrondissement de Meri (Région de L'Extrême -Nord)**, dans le cadre du projet « Améliorer la résilience des services WASH dans le bassin versant de Mayo Tsanaga à travers des initiatives pilotes », qui a débuté en avril 2017 et s'est achevé le 30 juin 2018.

En effet, en 2010, une publication scientifique intitulée « Origine géochimique et distribution spatiale du fluorure dans les eaux souterraines du bassin du fleuve Mayo Tsanaga, région du Grand Nord, Cameroun : implications pour l'incidence de la fluorose et la dose de consommation optimale » de monsieur Fantong, Président du Comité Technique et Scientifique (CST) du GWP Cameroun, a révélé et convaincu les acteurs du secteur de l'eau que le fluorure d'origine géogénique contenu dans les eaux souterraines du bassin du fleuve Mayo Tsanaga

(MTRB) affecte et menace la santé orale/dentaire de quelques 500 000 Camerounais, essentiellement des enfants.



De plus, des personnes ressources ont insisté sur le fait que la fluorose avait un impact psychosocial plus négatif sur les filles et les femmes que sur les hommes et les garçons. Toutefois, en raison de l'absence d'enquête documentée ou de preuves à cet égard, ces questions n'ont pas été prises en compte dans la production des supports de sensibilisation du projet. C'est alors que le GWP Cameroun et ses partenaires ont mené une étude sur la façon dont la fluorose affecte différemment les femmes et les filles, par opposition aux hommes et aux garçons, dans le contexte de la mise en œuvre de la stratégie de genre du GWP et de son Pièce d'Action sur « l'égalité des genres et l'inclusion dans la gestion des ressources en eau ».

Les résultats de cette étude ont été présentés et validés le 24 mai 2019 à Maroua au Cameroun,



lors d'un atelier organisé pour la cause. L'atelier a connu la participation des représentants du système des Nations-Unies (ONU FEMMES, UNICEF), de certains ministères sectoriels impliqués (MINEE, MINSANTE), du 3ème Adjoint au Maire de la Commune de Meri, des ONG et des GIC locaux et des Organisations de la Société Civile. Facilités par l'expert en genre du CST du GWP Cameroun et le consultant de l'étude, lesdits travaux ont consisté en la relecture des différents documents par les participants. A cet effet, deux commissions ont été mises en place correspondant aux deux livrables que sont : (i) le rapport de l'étude sur l'évaluation de la fluorose dentaire et (ii) le guide de sensibilisation sur la fluorose dentaire.

Au terme, les participants ont entre autres recommandé de :

- Promouvoir l'utilisation des filtres à fluor dans la commune de Méri ;
- Inscrire une dotation budgétaire pour la gestion de la fluorose dentaire ;
- Faire un plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour en faire un problème de santé publique ;
- Produire un documentaire audiovisuel de sensibilisation sur le phénomène étudié ;
- Former les populations sur le processus d'inhibition du fluor avant la consommation de l'eau.

La GIRE au cœur de la formation du personnel et des représentants des Etats membres de la CBLT

La Charte de l'eau du bassin du lac Tchad a été officiellement adoptée le 30 avril 2012, à N'Djamena au Tchad, par les six Etats membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT). L'un de ses objectifs est le développement durable du bassin par une gestion intégrée, équitable et concertée des ressources naturelles et des eaux du bassin. Comme tous les autres documents juridiques, la Charte est une expression simple qui ne peut être efficace que si elle est fidèlement appliquée et respectée.

Afin de faciliter sa mise en œuvre effective, la Direction de l'environnement et des ressources en eau de la CBLT a décidé d'organiser un atelier de renforcement des capacités à l'intention de ses experts, directeurs et points focaux pour favoriser la mise en œuvre de la Charte et la compréhension du concept et des principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), ainsi que l'application de sa méthode.

données de 2017, que la moyenne du degré de mise en œuvre de la GIRE dans les cinq Etats membres du bassin de 36% (données de suivi de l'ODD 6.5.1), avec des états qui introduisent de nouveau arrangement institutionnels et infrastructurels pour la gestion des ressources en eau sans tenir compte de l'impact sur les autres pays.



Figure 1 Atelier d'évaluation du processus de mise en œuvre des PANGIRE et renforcement des capacités sur la gestion des eaux transfrontalières

Financé par le CBLT, avec l'appui technique du GWP-CAf, l'atelier s'est tenu du 16 au 19 septembre 2019 à N'Djamena au Tchad, et a réuni une trentaine de participants dont 3 experts du GWP-CAf (Mr. Hycinth BANSEKA, Coordonnateur du GWP-CAf, M. Aboukar Mahamat, Coordonnateur de l'ACEEN (partenaire du GWP au Cameroun) et M. Armand K. Houanye, Coordonnateur du GWP-Afrique de l'Ouest, venu au nom du GWP-CAf.).

Malgré les engagements liés à la gestion concertée et coordonnée des ressources en eau dans la Charte de l'eau, on constate, sur la base des

Cet atelier a donc été l'occasion pour les experts et les responsables des pays de la CBLT d'avoir une compréhension commune des quelques engagements de la Charte de l'eau relatifs à la GIRE, et d'échanger sur les stratégies pour rendre ces engagements opérationnels.



M. Aboukar Mahamat, a souligné le rôle clé de la participation dans l'engagement des femmes et des personnes vulnérables : **«La participation effective des parties prenantes à la gestion et au développement durable des ressources en eau est essentielle pour promouvoir la «sensibilisation à l'égalité des sexes»**. Au cours de l'atelier, des exercices et des groupes de travail, dirigés par le GWP-CAf, ont été utilisés pour apprendre de l'expérience de tous les participants et les amener au même niveau de compréhension de la GIRE.

A la fin de l'atelier, les participants à la formation ont formulé d'importantes recommandations, notamment :

- Adopter une approche de travail et/ou d'intervention par sous bassin dans le développement et la mise en œuvre de ses activités de la CBLT ;
- Entreprendre des actions pour assurer l'efficacité de l'entrée en vigueur de la charte de l'eau déjà ratifiée par 4 Etats membres, telles que (i) le dépôt des instruments de ratification par le Cameroun, le Nigeria, le Niger et le Tchad, (ii) la ratification de la charte par la République centrafricaine ;
- Réaliser une étude détaillée de structuration et d'organisation des parties prenantes dans l'espace du bassin pour faciliter la participation et l'engagement

durable des parties prenantes du bassin ;

- Renforcer la collaboration avec les partenaires technique et financier en vue de la préparation des projets bancables pour la CBLT et les états membres. Dans ce contexte, les participants ont demandé à la CBLT et au GWP-CAf de poursuivre et accélérer le travail en cours avec l'OMM en vue de mobilisation des financements pour le projet d'amélioration des connaissances sur les ressources en eau et de la mise en place d'un système d'alerte précoce dans le bassin du Lac Tchad.

GWP-CAf forme plus de trente journalistes en République Centrafricaine

Afin de renforcement des capacités du personnel des médias sur la sécurité de l'eau et la résilience climatique pour une communication efficace avec les parties prenantes, le Partenariat National de l'eau de la République Centrafricaine (PNE-RCA), avec le soutien technique et financier du GWP Afrique Centrale (GWP-CAf) et de l'UNICEF, a organisé un atelier de renforcement des capacités pendant deux jours pour les professionnels des médias à Bangui en décembre 2019.



Les participants de l'atelier ont exprimé leur gratitude pour cette initiative et se sont engagés à contribuer à la sensibilisation des parties prenantes sur la sécurité de l'eau et la résilience climatique. Ils ont également formulé une série de recommandations à l'intention des principales parties prenantes, sur le renforcement de la sécurité de l'eau et de la résilience climatique. Des mesures ont été prises depuis par le PNE-RCA pour mettre en œuvre les recommandations formulées en vue de la création d'un réseau de journalistes spécialisés dans les secteurs de l'eau et le climat, et des prévisions ont été élaborées pour maintenir ce réseau grâce à de prochains ateliers de renforcement des capacités.

L'atelier sur la sécurité de l'eau et la résilience climatique destiné aux professionnels des médias a réuni plus de trente participants issus de la presse écrite, les media en ligne et audiovisuels. Présidé par le **président du PNE-RCA, M. Rodrigue Prosper YAKENDE**, l'atelier s'est concentré sur le renforcement des capacités des représentants des médias dans le cadre de la gouvernance de la gestion des ressources en eau, la compréhension de la dynamique du changement climatique, les initiatives de lutte contre le changement climatique en RCA et le rôle des médias dans l'information et la sensibilisation des parties prenantes.

Dans son discours d'ouverture, le Président du PNE-RCA a présenté le **Programme Eau, Climat et Développement (WACDEP) pour l'Afrique Centrale**, sous lequel l'atelier a été organisé.

Le WACDEP en Afrique Centrale a été étendu sur la période 2017-2019 dans deux pays, la République Centrafricaine et Sao Tomé-et-Principe. La RCA a été sélectionnée en raison de l'existence d'un certain nombre d'actions mises en œuvre, en cours et en prévision dans le pays en matière de sécurité de l'eau et de résilience climatique. M. YAKENDE a présenté les composantes clés et les domaines d'action pour la mise en œuvre du WACDEP dans le pays, ainsi qu'une composante axée sur des activités ciblées pour renforcer la capacité des parties prenantes à intégrer la sécurité de l'eau et la résilience climatique dans le développement national. Il a exhorté les participants à être ponctuels et dili-

gents dans l'apprentissage et le partage de l'expérience. Il a conclu en exprimant sa gratitude à l'UNICEF et au GWP-CAf pour leur soutien dans l'organisation de l'atelier et au ministère chargé de l'eau pour sa coopération active.

Afin de faciliter le déroulement de l'atelier, un présidium a été mis en place composé de **M. Sylvain GUEBANDA**, Chargé de Mission en matière des Ressources Hydrauliques (président), **Mme Divine BAZANGHOU**, vice-présidente du PNE-RCA (premier rapporteur) et **M. Parfait Désiré ZOGA**, coordinateur de la plateforme GDRNE (second rapporteur). L'atelier s'est articulé autour des présentations et des discussions plénières réparties en cinq sessions principales: **les concepts et principes de la GIRE, la gouvernance des ressources en eau, la dynamique du changement climatique (facteurs et conséquences pour l'eau), les initiatives de lutte contre le changement climatique en RCA et le rôle et la place des médias dans l'information et la sensibilisation des parties prenantes.**

Parmi les recommandations formulées, les participants ont recommandé au gouvernement d'assurer une sensibilisation des populations sur le code de l'eau et d'adopter les textes réglementaires pour sa mise en œuvre, d'impliquer les médias dans toutes les activités liées à l'eau afin d'améliorer la communication sur le secteur de l'eau et de l'environnement.

Pour les médias, les recommandations sont les suivantes : établir un réseau de journalistes dans le secteur de l'eau et du climat et mettre en synergie la diffusion des programmes sur l'eau et le climat. Ils appellent les partenaires techniques et financiers à superviser la mise en place d'un réseau de journalistes dans le secteur de l'eau et du climat, à apporter un soutien financier et technique au renforcement périodique des capacités des journalistes dans le secteur Eau-Climat et à **établir un protocole d'accord entre le PNE-RCA et le Conseil Supérieur de la Communication en République Centrafricaine.**

Objectif 3 : Renforcer les partenariats

Le PNE Congo a tenu son Assemblée Générale 2019

été validé et directement prises en compte. Les participants ont principalement recommandé de convoquer une Assemblée Générale extraordinaire avant la fin de l'année 2019 pour adopter le plan de travail triennal 2020-2022.



L'Etat congolais estime qu'un partenariat avec le GWP est nécessaire pour renforcer les capacités d'intervention des experts dans le pays, et de participer activement aux côtés des autorités nationales dans la mise en œuvre de leur stratégie politique pour l'atteinte de la sécurité en eau au Congo. C'est pourquoi, le 31 Mai 2008, le Partenariat National de l'Eau du Congo a été établi et à ce jour, il regroupe en son sein une cinquantaine de partenaires du secteur de l'eau. Pour la vie du PNE et conformément aux textes statutaires, ces derniers se sont réunis le 21 mai 2019 en Assemblée Générale. Elle avait pour but de **(i) faire le bilan des activités de 2018, (ii) amender les documents statutaires du PNE que sont les statuts et règlement intérieur afin de se conformer aux critères d'accréditation du réseau GWP et (iii) présenter et adopter le plan de travail 2019 du PNE.**

60 participants ont pris part à cette Assemblée Générale et ont échangé sur la vie du partenariat et ses textes statutaires tels que prévu dans le programme. Après discussion, toutes les propositions d'amendements en conformité avec les critères d'accréditation au GWPO ont

A la suite de cette Assemblée Générale, le PNE Congo et la Direction Générale de l'Hydraulique ont estimé opportun de renforcer les capacités des acteurs institutionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement en matière de GIRE. C'est ainsi que le GWP-Caf a apporté son expertise technique autour d'un atelier de formation sur les concepts de GIRE et adaptation aux changements climatiques. Cette formation se justifie par le fait que le secteur de l'eau et de l'assainissement au Congo est toujours confronté à des contraintes de gouvernance liées entre autres (i) à la faiblesse de la maîtrise de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, (ii) à l'inexistence d'un système d'information ainsi que d'une base de données du secteur, et (iii) à la faiblesse du niveau d'application des lois du secteur. A ces contraintes, s'ajoute le problème d'insuffisance de personnel formé et d'appropriation des nouveaux concepts GIRE dans le contexte d'adaptation aux changements climatiques.



Cette formation avait pour but de promouvoir les approches de gestion durable, participative et intégrée des ressources en eau dans le contexte d'adaptation aux changements climatiques dans la prise des décisions en matière de gestion du secteur de l'eau et d'assainissement. Elle a permis d'outiller les participants sur le concept et les principes de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et des changements climatiques et sur les priorités du Plan d'Action Régional de Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique Centrale (PARGIRE). A l'occasion, les membres du Comité Technique de révision du document de Politique Nationale de l'Eau et d'Assainissement (PNEA) ont été édifiés sur la nécessité d'intégrer les enjeux, principes et concepts de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans les documents de politique nationale de l'eau et d'assainissement.

Le PNE Sao-Tomé mobilise des fonds pour des activités de sensibilisation à Sao Tomé-et-Principe

Un mémorandum d'accord pour la mise en œuvre d'un projet d'éducation et de sensibilisation sur la rareté et la gestion durable de l'eau à Sao Tomé-et-Principe a été signé entre le PNE

Sao Tomé et le Grupo Aguas de Portugal qui est membre du Partenariat de l'eau au Portugal. Ce contrat, d'une valeur de 13 500 euros, aura une durée de 5 mois, de juillet à décembre 2019.

Ce contrat est l'aboutissement d'un long processus qui a débuté en 2017, avec la participation du PNE Sao Tomé du 13 au 15 septembre 2017 au 13ème Symposium Scientifique sur l'Hydraulique et les Ressources en Eau des pays LUSOPHONE (SILUSBA) au Portugal. Grâce à cette participation, le PNE Sao Tomé a pu renforcer ses capacités en matière de gestion durable de l'eau et assurer son positionnement comme acteur clé et partenaire stratégique dans le secteur de l'eau, avec comme résultat la signature d'un accord de coopération avec le Partenariat de l'Eau du Portugal pour de promouvoir la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à Sao Tomé et Principe.

Cette collaboration entre les deux parties a permis au PNE Sao Tomé en mai 2018 de plaider pour l'intégration de la composante Education et Sensibilisation dans le projet MAAIS (Amélioration de l'approvisionnement en eau, des infrastructures et de la sensibilisation des populations à Sao Tomé). L'objectif de ce

plaidoyer était de pouvoir contribuer à un changement de comportement concernant l'utilisation durable de l'eau à Sao Tomé. Ce plaidoyer s'est fait à travers la participation à des réunions avec diverses institutions nationales et, surtout, à travers l'organisation d'une réunion de coordination avec la société Ecovisão de Portugal et la Direction Générale de la Compagnie d'Eau et d'Electricité (EMAE).

Le projet a été lancé en juillet 2019 avec 3 objectifs spécifiques : (a) contribuer à l'augmentation qualitative et quantitative du taux de couverture du taux d'accès à l'eau potable à Sao Tomé-et-Principe ; (b) contribuer à l'amélioration des performances opérationnelles de l'EMAE et (c) contribuer au changement d'attitude de la population vis-à-vis d'une utilisation durable de l'eau. Le projet est financé par le Fonds pour l'environnement du Ministère portugais de l'environnement et de la transition énergétique (MATE).

A l'issue du projet, le Partenariat National de l'Eau de Sao Tomé espère apporter des changements dans le comportement de la population, suite à la sensibilisation sur la rareté de l'eau et la nécessité de lutter contre les déchets par une utilisation durable de l'eau.

Le GWP-CAf participe aux journées régionales du GWP à Amman

Le GWP a tenu ses réunions régionales annuelles du 13 au 16 mai à Amman en Jordanie, où le

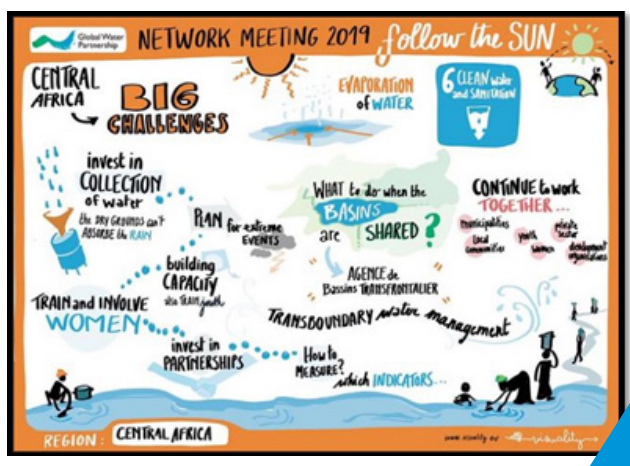
GWP-CAf était représenté par son président, son coordinateur régional et la responsable de communication.

Pour cette année, les Journées régionales avaient pour principaux objectifs (i) de parvenir à une compréhension commune de la Stratégie 2020-2025 du GWP, (ii) de parvenir à une compréhension commune des travaux du GWP à travers un dialogue multipartite et (iii) de faire progresser l'exercice de programmation triennal 2020-2022.

Cette réunion a été l'occasion pour chaque région d'exprimer son point de vue sur la nouvelle stratégie et de clarifier les points de malentendu. Pendant quatre jours de travail intense, le personnel et Présidents Régionaux du réseau GWP ont échangé des idées pour mieux comprendre et s'approprier la nouvelle stratégie 2020/2025, dont la préparation a débuté en 2018, avec une contribution très active du GWP-CAf et de ses partenaires. Les discussions ont porté sur la nouvelle approche de cette stratégie qui s'articule autour de «Nous mobilisons», «Nous agissons» et «Nous apprenons». Cela a permis à toutes les régions de partager leurs expériences et de voir comment mettre en œuvre la nouvelle stratégie, en fonction des différents contextes régionaux. À la fin de cette réunion, le renforcement de l'engagement des partenaires dans les plates-formes et les partenariats multipartites du GWP seront un élément clé de la nouvelle stratégie.



Le GWP-Caf a rejoint la seconde expérience « Follow the sun »



Cette année, le réseau GWP a remis l'expérience « **Follow the Sun** », Réunion du réseau des partenaires en ligne, après le succès de la session de 2018. Ainsi, du 25 au 26 juin 2019, toutes les régions du GWP ont pu, à tour de rôle, autour de sessions de 2 heures chacune, s'exprimer sur la nouvelle stratégie du GWP 2020-2025, pour laquelle ils ont activement participé à l'élaboration.

La session du GWP-Caf s'est tenue le 25 juin, avec la participation de tous les PNE d'Afrique centrale à savoir le Cameroun, le Congo, la RCA, Sao Tomé et le Tchad. Pour assurer une participation fructueuse et efficiente du GWP-CAF à cette réunion, des réunions préparatoires se sont tenues dans chaque PNE une semaine avant le 25 juin. Ces réunions avaient pour but de permettre à tous les partenaires de se

concerter afin d'avoir une même voix lors de la réunion des Partenaires d'une part et d'assurer la représentativité de tous les collèges d'acteurs. A cette occasion, 5 à 10 partenaires par PNE ont



été mandatés pour représenter chaque PNE lors de la réunion du 25 juin.

Les questions de la réunion ont essentiellement porté sur les moyens de faire vivre la nouvelle stratégie et les acteurs à impliquer dans sa mise en œuvre. Au terme des échanges de la réunion, l'on peut retenir que le GWP-CAF, dans la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie, mettra un accent particulier sur les bassins transfrontaliers, les partenariats et l'ODD6.

Le Partenariat National de l'Eau de la RCA est désormais accrédité

Une lettre officielle de la Secrétaire Exécutive du GWP accordant l'accréditation est parvenue au PNE RCA le 12 septembre 2019.



L'accréditation du Partenariat National de l'Eau de la RCA (PNE RCA) est l'aboutissement d'un processus entamé en 2018 par le PNE lui-même avec l'appui du GWP-CAf. En effet, le PNE RCA, qui a pour mission de soutenir le gouvernement dans la gestion durable des ressources en eau par l'adoption des principes de la GIRE en RCA, a émis le vœu d'être accrédité, afin de pouvoir être officiellement reconnu comme l'un des PNE d'Afrique Centrale.

Créé en 2008, le PNE RCA a bien fonctionné jusqu'en 2013 quand un conflit armé a paralysé ses activités, et rendu le PNE « inactif ».

Avec la reprise des activités dans le pays en fin 2016 et la sélection de la RCA (par Comité Technique de l'AMCOW) en Juin 2016 comme un des pays bénéficiaires du programme Water, Climate and Development Programme (WACDEP) de African Ministers' Council on Water (AMCOW), le GWP-CAf a initié le processus de relance des activités du PNE RCA avec l'organisation des réunions statutaires au cours de l'atelier de lancement du projet WACDEP RCA en août 2017. Lors de ces réunions, un nouveau Comité de Pilotage a été mis en place avec un nouveau Président.

Aussi, en fin 2017, le Ministère en charge de l'Hydraulique de la RCA a octroyé un bureau au PNE RCA pour abriter le projet WACDEP dans le pays. Du 14 au 15 juin 2018 lors de son Assemblée Générale, le PNE RCA a, avec l'appui du GWP-CAf, examiné et revu ses documents statutaires afin de les conformer avec ceux du GWPO.

C'est alors que le processus d'accréditation a été enclenché.

Par cette accréditation, le PNE RCA bénéficie des avantages des PNEs accrédités, notamment l'utilisation du logo du GWP.

Engagement de la Jeunesse

Plus de 80 jeunes femmes ont été sensibilisées à leur rôle dans le domaine de l'eau et du climat.



Dans le contexte spécifique de l'Afrique subsaharienne, les femmes ne participent pas souvent à la prise de décisions dans les domaines de la gestion des ressources en eau et de l'adaptation au changement climatique. Cependant, aider les jeunes femmes à s'impliquer davantage par des actions et des projets concrets peut leur permettre de participer à la planification et à la mise en œuvre des stratégies d'adaptation aux changements climatiques. C'est pourquoi le Réseau Eau et Climat des Organisations de Jeunes d'Afrique Centrale (RECOJAC) a organisé le 13 septembre 2019, un atelier de formation pour les jeunes femmes leaders dans le domaine de l'eau et du climat, en partenariat avec le GWP-CAf, le Bureau de l'UNESCO en Afrique centrale et UN Women.

L'objectif principal de cet atelier était d'encourager les jeunes femmes à être plus actives dans le domaine de l'eau et du climat et de faciliter la création par le RECOJAC du programme des jeunes ambassadeurs pour l'eau et le climat. Plus de 80 jeunes femmes du Cameroun, du Congo, du Gabon et de la RCA ont participé à l'atelier. L'atelier s'est tenu en face à face au Cameroun tandis que les participants d'autres pays ont suivi en ligne. Les différents intervenants étaient des représentants d'ONU Femmes, du

GWP Cameroun, de Young Volunteer for the Environment, de Green Youth Association of Cameroon et de Water for Life Cameroon. Ils ont discuté avec les participants de sujets liés à :

- La participation des femmes aux négociations sur le climat ;
- La participation des femmes aux processus du secteur de l'eau ;
- Les défis du leadership des femmes dans le secteur climatique ;
- Les opportunités de leadership pour les femmes dans le secteur de l'eau ;
- Le partage d'expériences sur le leadership des femmes dans le secteur climatique ;
- Le jeune ambassadeur ;
- La réflexion sur le programme RECOJAC pour jeunes ambassadeurs.

Ces présentations ont permis aux participants de percevoir quel est leur rôle dans la gestion des ressources en eau et dans la lutte contre les changements climatiques. Ces dernières se sont également réunies en groupes de travail pour trouver une solution et des idées sur la mise en œuvre d'un programme de jeunes femmes ambassadeurs de l'eau et du climat. Ce programme facilitera la participation des jeunes femmes de la région d'Afrique centrale aux processus de prise de décision, favorisera et encouragera les initiatives des femmes dans le secteur de l'eau et du climat.

La jeunesse d'Afrique Centrale (RECOJAC) en course pour Dakar 2021

En novembre 2018, le GWP a facilité la participation du RECOJAC à la 7e édition de la Semaine Africaine de l'eau au Gabon, afin de lui permettre de mener un plaidoyer auprès de plusieurs institutions, en vue de se faire connaître, d'ouvrir des opportunités de partenariat pour l'avenir du réseau qui se veut un interlocuteur de choix dans le domaine de l'eau et du climat pour la jeunesse.

Cette participation du RECOJAC à la Semaine Africaine de l'eau lui aura permis de se positionner comme institution de jeunesse fiable, et de faire un plaidoyer qui donnera certaine-



ment une voix plus forte, un espace accessible à la jeunesse africaine lors des prochaines éditions de la Semaine Africaine de l'Eau et lors du Forum Mondial de l'eau devant se tenir à Dakar 2021.

Grace à ce positionnement, le RECOJAC a obtenu un financement de la BAD qui lui a permis de participer à la réunion de lancement du 9e Forum Mondial de l'eau du 20 au 21 juin 2019. En prélude à ce forum, le RECOJAC, seule organisation de jeunes de la région Afrique centrale invité, s'est réunie avec d'autres organisations de jeunes le 19 juin 2019 à Dakar pour stabiliser leur feuille de route pour Dakar 2021 et préparer leurs contributions aux différentes thématiques du forum.

En collaboration avec l'Association des Jeunes Professionnels Eau et Assainissement du Sénégal, les associations représentant chaque continent dans le comité de pilotage avec les « Youth Delegates » devront travailler à la mobilisation des différentes associations de jeunes dans leur continent, veiller à l'exécution du plan d'action, faire le suivi des activités et appuyer la recherche de partenaires.

C'est une grande opportunité pour RECOJAC, dont la vision est de créer une synergie entre les organisations de jeunesse de la région Afrique centrale. Cette participation a permis au RECOJAC de s'affirmer et de démontrer sa capacité à servir de point focal pour la coordination et la préparation de la participation des jeunes d'Afrique centrale au prochain Forum mondial de l'eau de Dakar 2021.

Le Programme Jeunes Professionnels appuie deux jeunes dans l'obtention de leurs Masters

Dans le cadre du Programme « **Jeune Professionnels** » mis en œuvre par le GWP-CAf avec la collaboration du Réseau Eau et Climat des Jeunes Organisations d'Afrique Centrale (RECO-JAC), des jeunes stagiaires sont recrutés au sein du Secrétariat du GWP-CAf et des PNEs d'Afrique centrale.

A travers ce programme, le GWP-CAf renforce les capacités et révèle les compétences des jeunes professionnels dans les domaines liés à la gestion et au développement de l'eau en Afrique Centrale. C'est dans ce cadre que mademoiselle Chloé STAB et monsieur Clifford NGAPPE ont été recrutés comme stagiaires techniques au sein du GWP-CAf. A la suite de leurs séjours au GWP-CAf, ces derniers ont soutenu leurs thèses de Master.



Chloé STAB, étudiante ingénieure à l'Agro Paris-Tech - Institut Technologique des Sciences de la Vie, de l'Alimentation et de l'Environnement de Paris, a soutenu une thèse de master en « Agro sciences, Environnement, Territoires, Paysage, Forêt », Spécialité « Climat, utilisation des terres et services écosystémiques », avec pour thème « l'implémentation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique Centrale », après avoir effectué un stage technique de 6 mois au sein du GWP-CAf du 04 mars au 20 août 2019. Au cours de son stage, elle a mené une étude comparative sur la mise en œuvre de la GIRE en Afrique Centrale, au Cameroun et au Gabon principalement.

Clifford NGAPPE quant à lui a effectué un stage technique au GWP-CAf du 11 mars au 07 juin 2019. A la demande de s'exprimer sur l'apport de ce stage dans la préparation et la présentation de ce mémoire, il a répondu « **Mon stage au sein du GWP-CAf a été très profitable dans de nombreux domaines. Mon mémoire de fin d'études, qui a pour thème» Défluorisation des eaux souterraines riches en fluorure dans l'arrondissement de Meri : Implication pour améliorer la santé et la résilience des nourrissons face aux changements climatiques** », s'inspirait d'un projet du PNE Cameroun. Mon séjour au secrétariat du GWP- CAf m'a permis d'avoir accès à toutes les informations nécessaires pour compléter la rédaction de ce mémoire.



De plus, j'ai pu acquérir une bonne maîtrise de la rédaction grâce aux commentaires et conseils obtenus de mon superviseur lors de la revue des documents que je lui ai soumis pour appréciation durant la période du stage. La présentation de ma thèse a été moins stressante étant donné que j'avais fait des présentations antérieures sur différents sujets durant cette période de stage. Ces contributions m'ont valu une excellente note. De ce fait, grâce aux connaissances et aux compétences acquises lors de la rédaction de ce mémoire et de mon séjour au secrétariat du GWP-CAf, je compte me spécialiser davantage dans le domaine de l'eau tout en poursuivant mes études. »

Rappel mémoire :

Le Programme Jeunes Professionnels a été mis en place par le GWP-CAf en collaboration avec le RECOJAC en janvier 2018. Ce programme est une opportunité d'apprentissage et de développement du potentiel des jeunes femmes et hommes de la sous-région en qualité de futurs leaders internationaux des ressources en eau. A ce jour, il a connu la participation d'une dizaine de jeunes, répartis entre le Secrétariat du GWP-CAf et les Partenariats Nationaux de l'Eau, notamment le Cameroun, la RCA, le Congo et le Tchad. A travers ce programme, le GWP –CAf renforce les capacités et révèle les compétences des jeunes professionnels dans les domaines liés à la gestion et au développement de l'eau en Afrique Centrale.

Nouveau président du GWP-CAf, M. Sylvain GUEBANDA



I. Bonjour Président, pouvez-vous nous dire en quelques mots qui est M. Sylvain GUEBANDA ?

Né le 4 avril 1968, marié, père de 04 enfants, je suis Ingénieur de Génie Rural, spécialiste en gestion des ressources en eau, originaire de la République Centrafricaine. J'occupe actuellement le poste de Chargé de Mission (ou Conseiller Technique) en matière de ressources hydrauliques au Ministère en charge de l'Eau dans mon pays.

II. En tant que Président nouvellement élu du GWP CAf, quelles sont les actions immédiates que vous souhaitez mettre en œuvre pour faire avancer la mission du GWP en Afrique Centrale ?

Je commencerais tout d'abord par remercier l'ensemble des partenaires du réseau du GWP en Afrique Centrale en particulier les membres du Comité de Pilotage pour la confiance qu'ils ont fait en ma personne. Avant que je ne sois nommé Président du GWP CAf, il y avait une Présidente qui était là et qui avait conduit un processus aboutissant à l'adoption d'un programme de travail triennal (PTT) allant de 2020 à 2022 et d'un plan de travail annuel (PTA) de 2020.

Je ne peux que m'inscrire dans la continuité dudit travail réalisé et faire des priorités définies par l'Assemblée Générale du GWP-CAf à cet effet mes priorités. La première chose à faire est de m'approprier de ces documents afin de veiller à ce qu'ils soient implémentés dans de très bonnes conditions et que nous puissions atteindre les résultats escomptés.

En termes d'actions immédiates à envisager, deux actions découlent des documents sus mentionnés nous semblent urgentes :

la Communication et le Renforcement des capacités institutionnelles. Ainsi, il est important que nous développons une stratégie de communication et un Plan opérationnel de renforcement des capacités puisque le GWP-CAf a pour mission d'accompagner les Etats, les Organismes de bassins, la Communauté Economiques Régionales dans l'appropriation et l'intégration du processus dans leur sphère de gouvernance.

La communication qui sera faite permettra aux Etats de connaître le rôle que joue ou pourrait jouer le GWP-CAf dans le processus de développement économique et social de nos Etats en se basant sur la gestion des ressources en eau.

En ce qui concerne le renforcement des capacités des partenaires du réseau GWP en Afrique centrale, il viendra mettre en exergue le pourquoi de leurs adhésion et le rôle qu'ils doivent jouer dans la promotion de la GIRE et le repositionnement du secteur de l'eau au centre du développement durable .

III. Quelle est l'importance de La stratégie 2020 -2025 du GWP pour notre région et, à votre avis, est-ce qu'elle peut nous emmener à améliorer l'avancement en matière de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans notre sous-région vu qu'on est la dernière en Afrique en 2018 ?

Suite à l'évaluation de la stratégie 2014-2019, nous nous sommes rendus compte qu'il y avait un certain nombre d'insuffisances qu'il fallait combler notamment la question de la visibilité du GWP. C'est à ce titre que la nouvelle stratégie 2020-2025 repose alors sur trois piliers: « *mobilisons, agissons et apprenons* ». En considérant ces piliers, il est clair que si nous arrivons à mobiliser les ressources nécessaires pour les mettre en œuvre, le réseau GWP sera un acteur indispensable et incontournable pour toutes questions touchant à la gestion durable des ressources en eau, à tous les niveaux (local, national, régional et international). Oui, sans doute, cette stratégie va renforcer la présence du GWP-CAf dans la Sous-région d'Afrique Centrale et permettra de situer l'eau au centre du développement. Pour amener chaque acteur (Etats, OBT et CER) à comprendre, à s'imprégner et à mettre en application ces notions inscrites dans la nouvelle stratégie, nous ne pouvons que passer par la GIRE en mettant l'accent sur la communication et le renforcement des capacités.

IV. Le GWP-CAf avait opté pour développer son réseau à travers les PNEs, avec un secrétariat exécutif régional léger ! En tant qu'ancien président d'un PNE, comment vous avez apprécié le fonctionnement et l'évolution des PNEs dans nos sous-régions depuis 2008 ? Quelle priorité pour le développement et le renforcement des PNEs ?

En tant que ancien Président du PNE de la RCA et je connais plus ou moins les difficultés qu'un PNE peuvent rencontrer dans son fonctionnement. Pour les aider à être opérationnel, trois points sont à reconsidérer : le renforcement des capacités institutionnel, la formalisation de collaboration avec les Etats à travers les Ministères de tutelle, et l'accompagnement technique continu du GWP-CAf.

La priorité ici est de redynamiser nos PNE, de faire en sorte qu'ils soient plus visibles au niveau des pays, et qu'ils aient les capacités suffisantes à contribuer efficacement et effectivement au développement des pays.

V. La mission principale du réseau GWP est de faciliter et promouvoir le développement et la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Et en 2015, l'une des cibles des ODDs (6.5.1) était dédiée à la GIRE. Quel est l'état d'évolution de la GIRE en Afrique Centrale (au niveau régional et dans les pays) en ce moment ?

Le GWP CAf a fort à faire pour améliorer les résultats qui ont été présentés sur le taux de mise en œuvre de la GIRE en Afrique Centrale (30%). Toutefois, le GWP-CAf travaille déjà aux côtés de la république centrafricaine, de la république du Congo et peut-être d'ici peu de la république du Gabon pour l'amélioration ou la révision de leurs documents de politique et est en train de veiller à ce qu'il y ait prise en compte de l'approche GIRE.

Il faut signaler que sans l'accompagnement de la CEEAC et les états membres par le réseau GWP depuis 2003, le niveau de mise en œuvre de GIRE en 2017 devait être pire. Mais, avec cet outil de suivi, le travail réalisé par le GWP sera plus visible. Les efforts du GWP-CAf pour améliorer le niveau de mise en œuvre de la GIRE vont être faits à trois niveaux : auprès de la Communauté économique régionale (la mise en œuvre du PARGIRE-AC), auprès des Organismes de Bassin Transfrontalier (pour renforcer la coopération sur les eaux transfrontière), et auprès des états membres.

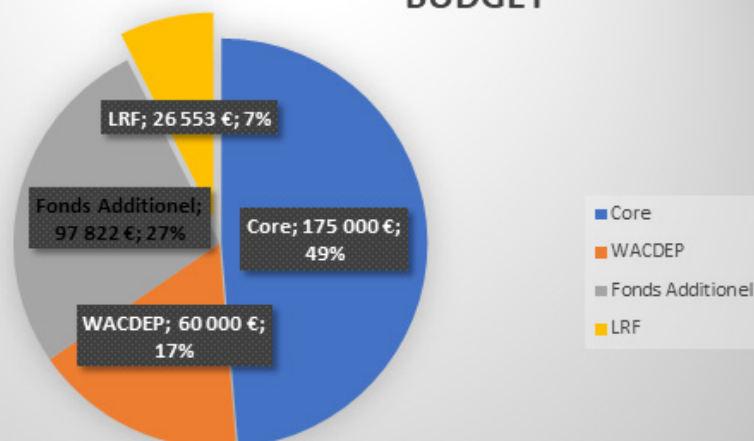
VI. quel est le plus grand défi pour gwp-caf et ce qu'il faut faire pour y remédier ?

Le plus grand défi pour GWP-CAf est de parvenir à réaliser sa vision « avoir une Afrique centrale où la sécurité en eau est assurée ». Pour y arriver, il faut qu'on cherche à être plus visible, être un acteur incontournable au niveau de la région et au niveau de chaque pays. Cela passe par le renforcement de capacités qui permettra au passage de faire connaître ce que GWP-CAf est capable d'apporter pour le développement économique, social et pour la protection de l'environnement.



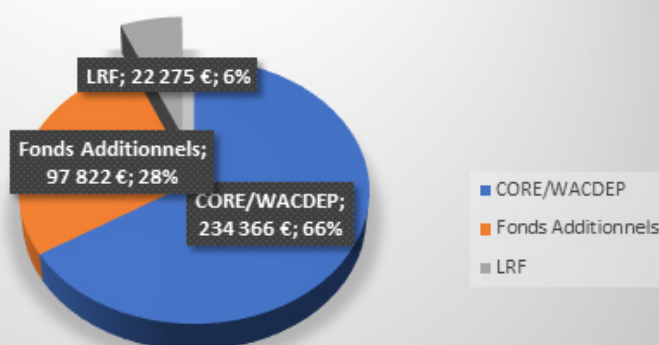
RAPPORT FINANCIER 2019

BUDGET



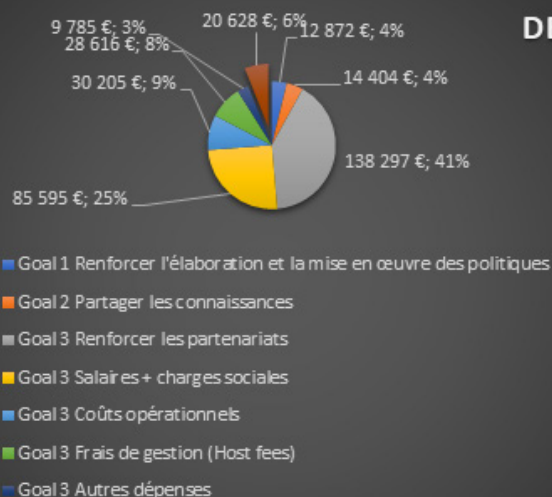
Budget Annuel: 359 375 €

REVENU



Revenu Annuel 354 463 €

DEPENSES



Total dépenses : 340 402 €

REMERCIEMENTS

Le GWP-CAf est reconnaissant aux partenaires dont les contributions financières et techniques nous ont aidé à mettre en œuvre nos activités en 2019.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



unicef



Publié en 2020 par Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAf)

La reproduction du texte à des fins éducatives ou non commerciales est autorisée sans l'autorisation préalable du Partenariat mondial de l'eau, à condition que les citations appropriées soient faites et que le document soit utilisé de manière précise et non dans un contexte fallacieux. Les opinions exprimées dans cette publication n'impliquent pas l'approbation du GWP.



Global Water Partnership

Central Africa

GWP Central Africa c/o WWF Cameroon



Immeuble Panda, Rue de la Citronelle, Bastos
6776, Yaounde, Cameroun



+237 242 105 097



secretariat@gwpcaf.org



www.gwpcaf.org



Facebook.com/gwpcentralafrica/



Twitter : @GWP_CAf